



Chers touristes, on vous attend ! Martelly, Lamothe, Villedrouin et leurs acolytes inaugurent leur nouveau terminal à l'aéroport Toussaint Louverture en 2012.

## Le tourisme en Haïti

# Les nouveaux pirates des Caraïbes

Les yeux fixés sur le butin, les investisseurs étrangers en Haïti vivent des moments grisants : les affaires prospèrent et sont on ne peut plus prometteuses. Au lendemain du séisme, exploitation minière, Zones Franches, ateliers de sous-traitance et monoculture ont été promus comme la solution miracle pour dynamiser une économie chancelante. En 2014, Haïti a ainsi reçu plus de 250 millions de dollars d'investissements directs étrangers – soit plus de soixante fois plus qu'il y a quinze ans.

Les chantres de l'investissement du secteur privé se targuent d'apporter ainsi au pays ce dont il a le plus besoin : de l'argent. La Fondation Clinton mène la danse : dans les dernières années, elle a facilité la visite de plus de 100 investisseurs ou donateurs potentiels. En 2011, afin de répondre à l'intérêt croissant que suscitait l'économie du pays, le gouvernement haïtien a lancé le Conseil Consultatif Présidentiel pour le Développement Economique et l'Investissement. Le co-président ? Bill Clinton, bien sûr !

S'inspirant de modèles de développement similaires dans la région, les autorités haïtiennes ont misé sur le tourisme pour sortir Haïti de la stagnation économique. Pour la première fois, elles soutiennent sans retenue les initiatives touristiques caribéennes, s'empressant de souligner combien celles-ci peuvent stimuler croissance et prospérité.

La priorité majeure des investisseurs étrangers, du gouvernement et de la Fondation Clinton est le tourisme (nord-américain, européen et est-asiatique) haut de gamme. En ce sens, la proximité entre Haïti et les Etats-Unis est un précieux atout. Pour citer un tour-opérateur américain : « Haïti, c'est comme les Seychelles, mais sans le décalage horaire. »

### La perle des Antilles

Dans les années 50, Haïti était une destination des plus prisées parmi les jet-setteurs de l'époque. Et si pendant les années sombres de la dictature de François Duvalier, le tourisme a quasiment disparu, il a connu une fugace mais fulgurante résurgence dans les années 70, sous

Jean-Claude Duvalier, au point même de devenir, à un moment donné, la deuxième plus grande source de revenus. Haïti attirait des foules en quête du cocktail mer-soleil-sexe, foules qui étaient sagement parquées dans des stations balnéaires, loin de la monstrueuse réalité de la dictature de Baby Doc.

Dans les années 80, en revanche, certains groupes gouvernementaux et groupes de santé américains ont irrémédiablement terni la réputation d'Haïti en l'accusant d'avoir propagé le virus du SIDA. Les touristes potentiels, effrayés, sont allés chercher le paradis sur d'autres îles des Caraïbes. Et quand des recherches ultérieures ont prouvé que c'était en fait des touristes américains qui avaient introduit le virus en Haïti, et non l'inverse, il était trop tard : l'industrie touristique haïtienne ne s'en est jamais remise.

Élément clé du « plan meriken » (le Plan Américain), projet phare qui a utilisé Haïti comme terrain d'essai pour la politique économique néo-libérale américaine dans les années 80, le tourisme est depuis resté

la solution « évidente » pour relancer l'économie. Comme le libre échange, la privatisation et la dérégulation des marchés, le modèle de tourisme suggéré pour Haïti est contrôlé par des intérêts de marchés plus larges.

Par le passé, peu de Haïtiens ont vu la couleur de l'argent dépensé par les touristes dans le pays, et les profits générés par l'augmentation actuelle des investissements privés risquent de ne pas profiter à beaucoup plus d'entre eux. Ce renouveau d'intérêt suscite néanmoins un formidable enthousiasme : le tourisme haïtien serait-il en pleine reprise ?

Le Président Martelly a toujours exprimé énergiquement son ambition d'attirer les gens (comprenez « de l'argent ») en Haïti. Actuellement, la plupart des visiteurs restent peu longtemps et sont hébergés par leurs familles, « travaillent » comme touristes humanitaires ou sont des routards aventureux. Malgré la dévastation écologique, Haïti est un pays magnifique, doté d'un riche patrimoine culturel.

L'écrasante majorité de ces visiteurs

# Confiscation de terres, expulsions forcées et m

**P**lages de sable blanc immaculées, mer turquoise, palmiers qu'agite doucement la brise... C'est l'image du paradis tropical promue par les tours opérateurs haut de gamme. C'est l'Île-à-Vache.

Jusqu'à récemment, cette île d'une cinquantaine de kilomètres carrés située au large de la côte sud-ouest n'intéressait aucunement les autorités haïtiennes. Il n'y a ni véritable route, ni électricité, ni eau courante, mais ses 20 000 habitants y subsistent depuis plus de cent ans en cultivant ses terres fertiles et en pêchant le long des côtes.

Les choses ont commencé à se gâter en 2011 quand le Président Martelly et l'ancien Premier Ministre Laurent Lamothe ont débarqué sur l'île à l'improviste. Au départ, ils visaient l'une des rares stations balnéaires de l'île, Abaka Bay, un petit complexe privé, géré, pour l'essentiel, par le propriétaire vivant sur place, mais appartenant en partie à Robert Dietrich, businessman américain. Selon ce dernier, Martelly aurait proposé d'acheter une part de 51% du complexe. Dietrich a décliné, mais ce refus n'a pas calmé les ambitions de développement du régime.

Le projet a été confié à la jeune et ambitieuse Stéphanie Balmir Villedrouin, Ministre du Tourisme depuis 2011, qui a non seulement survécu à l'hécatombe ministérielle d'avril 2014 mais a en outre récupéré le portefeuille des Industries Créatives. Début 2013, elle a lancé un appel à manifestations d'intérêts pour l'Île-à-Vache.

Les plans étaient alléchants : parmi les projets figuraient 1000 chambres d'hôtel, 2500 villas, un terrain de golf, un nouvel aéroport coûtant 13 millions de dollars, le dragage du port... Sans oublier, bien sûr, des hôtels de luxe, un village pour touristes avec restaurants, cafés et magasins, ainsi qu'un musée sous-marin.

Les habitants de l'Île-à-Vache se sont opposés

à ces projets, mais les plans donnaient aux personnes de l'extérieur, peu au fait des tensions qui régnaient sur l'île, l'impression que tout allait bien : ils incluaient en effet des initiatives durables promouvant la biodiversité et le patrimoine culturel de même qu'un café Internet, une radio communautaire, une bibliothèque, un marché public et des formations pour la population locale. Or tout a été décidé sans consulter les habitants, dont les demandes d'informations ont été ignorées.

Les autorités ont mis leurs plans en œuvre sans perdre de temps : le 10 mai 2013, le gou-



« Il n'y a pas de prisonniers politiques en Haïti » ?  
Jean Matulnes Lamy, détenu 10 mois sans inculpation.

vernement a promulgué un décret déclarant la totalité du territoire de l'Île-à-Vache « zone d'utilité publique », à savoir zone réservée au « développement touristique ». Dans les faits, le gouvernement a annulé, unilatéralement, toute possession légale des terres (par acquisition, bail ou héritage). Cette annonce a provoqué crainte et ressentiment parmi la population.

Ces craintes se sont vite avérées fondées. Lors du lancement des travaux par la compagnie dominicaine Estrella, en août 2013, aucun membre de la communauté n'a été invité à la cérémonie, et tout ce qui gênait la construction de la route a

été détruit par les promoteurs : cultures, plantations, maisons...

En mai 2014, les bulldozers ont détruit le village côtier de Madame Bernard et ses habitants ont été expulsés. Les gens du village voisin, Kay Kòk, ont été prévenus : les suivants, c'était eux. « On nous menace d'expulsion. Cela confirme bien nos craintes comme quoi le projet « Destination touristique » va être imposé par la force, » déclare Jenest Jérôme, résident du village.

Les habitants de l'île ont commencé à se mobiliser activement dès fin 2013. L'organisation paysanne Konbit Peyizan Ilavach (KOPI) a vite pris fait et cause dans le conflit : Villedrouin ayant refusé tout dialogue constructif, éludé les demandes d'abrogation du décret, lancé de très vagues promesses de compensation, KOPI a appelé à manifester.

En mars 2014, Villedrouin a annoncé que la construction des hôtels sur l'Île-à-Vache nécessitait l'éviction d'au moins 100 familles. Selon les résidents, ces menaces d'expulsion et d'expropriation concernent entre 2000 et 3000 personnes.

La résistance tenace des résidents (essentiellement avec des manifestations pacifiques) a mené à des arrestations et des accusations de violences policières. En 2014, une délégation des Organisations de la Société Civile (OSC), parmi lesquelles Défenseurs des Opprimés (DOP), la Plateforme des Organisations Haïtiennes des Droits de l'Homme (POHDH), le Réseau National de Défense des Droits de l'Homme (RNDDH) et le Collectif pour le Droit au Logement, est venue sur l'Île-à-Vache pour enquêter sur les violations présumées des droits de l'homme, et a rencontré des groupes représentant les habitants, dont Action Citoyenne pour l'Île-à-Vache (ACI), KOPI, Oganizasyon Fanm Ilavach (OFAIV), ainsi que des membres de la Police Nationale d'Haïti et

### ► suite de la page 1

ne ressemble toutefois en rien aux touristes aisés et assoiffés de luxe, que le gouvernement convoite.

Le tourisme haut de gamme n'en reste pas moins une priorité pour le gouvernement, et, pour ceux qui ont de l'argent à dépenser, les temps sont indéniablement en train de changer. Des investissements de plusieurs millions de dollars assurent maintenant un confort grandissant au visiteur étranger : on a construit ou rénové des aéroports, goudronné les routes susceptibles d'être empruntées par les étrangers, et on est en train de bâtir des hébergements conformes aux « normes internationales » des employés des ONG, des voyageurs d'affaires ou des investisseurs potentiels.

### La crise menace, les soldes bancaires explosent

Dans les jours et mois qui ont suivi le séisme, alors que des milliers d'Haïtiens étaient encore dans des camps de fortune, l'administration Martelly s'est empressée de reconstruire en priorité les hôtels éboulés.

La moitié des chambres d'hôtel ont été détruites en 2010. Dans les années suivantes, les fonds étrangers ont servi à les reconstruire et on a trouvé de l'espace pour de nouveaux développements.

Le séisme a ainsi permis aux compagnies étrangères de capitaliser sur le malheur d'Haïti. La « reconstruction » a promu les intérêts néolibéraux sous couvert d'aide humanitaire, n'a tenu aucun compte des inquiétudes soulevées par les organisations populaires, et a servi à promouvoir des « opportunités » pour les investisseurs potentiels.

Celles-ci sont d'ailleurs maintenant visibles à Port-au-Prince. Fin 2012, financé par un investissement de 2 millions de dollars du Fonds Clinton Bush (qui a aussi payé 275 000 dollars à la Fondation Oasis pour financer la formation hôtelière du personnel haïtien), l'hôtel Royal Oasis a ouvert ses portes ; en 2013, on a inauguré un Best Western et un hôtel NH El Rancho à Pétienville.

En février cette année, l'inauguration en grande pompe d'un hôtel Marriott

de luxe de 175 chambres à Turgeau a été saluée comme une étape cruciale dans la reconstruction post-séisme et le plan « reconstruire en mieux ». Aux côtés des chefs d'entreprise, Sean Penn, Martelly et Bill Clinton étaient aussi de la fête.

Ce projet de 45 millions de dollars résulte d'un accord entre Marriott International et Digicel, le plus grand employeur d'Haïti. A noter que les Clinton ont amplement facilité les négociations. Outre la création de plus de 200 emplois, le projet est censé promouvoir les petits commerces haïtiens, qui fourniront biens et services.

Pour les officiels gouvernementaux zélés, tout disposés à brader leur pays aux plus offrants, l'hôtel symbolise le progrès. La plupart des Haïtiens habitent un tout autre monde, cependant. Le Marriott n'est pas à la portée de tous : les chambres vont de 178 à 409 dollars la nuit. Un Haïtien moyen serait obligé, pour pouvoir s'offrir une nuit, de trimer pendant 143 jours...

Les Haïtiens se battent pour avoir de l'eau potable et un meilleur as-

sainissement. L'électricité est limitée. L'épidémie de choléra sévit toujours. Le coût de la vie n'a jamais été si élevé. Les loyers augmentent sans cesse. Les emplois sont rares et les salaires permettent à peine de manger.

Pendant ce temps, l'administration Martelly, qui dirige par décret depuis janvier 2015, devient de plus en plus impénétrable et mandarinale. Depuis la dissolution du parlement cette année, la situation politique en Haïti est désespérée, et ne fera qu'empirer avec l'arrivée des élections.

Denis O'Brien, président et fondateur de Digicel, reste toutefois d'un optimisme inébranlable : « En Europe, actuellement, il y a de l'instabilité en Grèce... il y a eu des manifestations ici dans les deux dernières semaines, mais ça ne va pas décourager les gens de venir en Haïti parce qu'ils savent que c'est juste des manifestations contre le gouvernement. »

Ainsi, malgré les fréquentes manifestations, le mécontentement général à l'égard de Martelly et l'incertitude généralisée face au futur, pour les

# Manifestations sur l'Île-à-Vache

d'autres groupes impliqués dans les protestations.

Ayant conclu que le principal grief des résidents de l'Île-à-Vache provenait du manque de communication avec les autorités haïtiennes, la délégation a sommé l'état de collaborer davantage avec les habitants pour les impliquer dans les projets de développement. Car ces derniers ne sont généralement pas contre ces initiatives, mais ils se méfient profondément du gouvernement Martelly et soupçonnent qu'on leur cache certains détails du projet.

Dans un entretien réalisé en mars 2014 par le journaliste radio, depuis décédé, Sony Esteus, Jean Matulnes Lamy (KOPI) déclare : « Nous ne voulons pas que les gens croient que KOPI manifeste sur l'Île-à-Vache parce que nous refusons le développement. Ce développement, nous le voulons, mais nous disons qu'il doit être défini. Nous devrions en faire partie. »

Lamy était l'un des deux policiers permanents sur l'Île-à-Vache ; il était aussi fermier. Son implication avec KOPI lui a valu presque dix mois d'emprisonnement sans inculpation à Port-au-Prince.

En avril 2014, la délégation des OSC a publié un « Rapport d'enquête sur la situation de tension à l'Île-à-Vache » signalant que, Lamy ayant été écarté, quarante policiers avaient été déployés sur l'île pour y renforcer la présence de la Police Nationale d'Haïti, parmi lesquels des membres de l'Unité Départementale pour le Maintien de l'Ordre (sorte de brigade anti-émeute) et de la Brigade d'Intervention Motorisée (BMI).

Les manifestations pour la libération de Lamy ont été violemment réprimées par la BIM. Deux hommes ont accusé la police de les avoir brutalement battus et on a relevé d'autres cas de tabassage, menaces et intimidations. Les militants ont également reporté coups de fil anonymes et menaces de mort. Lamy lui-même affirme que

certains des membres de KOMI figurent sur une liste noire du gouvernement.

Laurent Lamothe a tenté de discréditer les manifestants en les accusant de faire de la contrebande de marijuana et en prétendant que leurs objections n'étaient qu'un subterfuge pour détourner l'attention de leurs activités illégales. Pour essayer d'isoler les protestataires et étouffer leurs revendications, les conducteurs de bateau reliant Les Cayes à l'Île-à-Vache auraient même, apparemment, été soudoyés afin qu'ils n'acceptent que les passagers étrangers, privant ainsi la population locale d'un moyen de transport et de communication vital.

Dans une pétition dénonçant les mesures du gouvernement, les OSC ont comparé la confrontation entre les habitants de l'île et le régime de Martelly à un « combat entre David et Goliath ». La forte présence militaire envoyait aux résidents un message sans équivoque : 1) le gouvernement commençait ses incursions sur l'Île-à-Vache 2) absolument rien ne l'arrêterait. Plus de 100 gardes armés ont maintenant été affectés là-bas, payés par le gouvernement pour intimider et menacer.

Tandis que Lamy était en prison, Marc Donald Lainé, Président de KOPI, a continué la lutte. On peut le lire sur les réseaux sociaux : « Dans ce pays, quand vous essayez de bien faire, ils vous tuent ou vous mettent en prison tandis que les criminels et les kidnappeurs sont récompensés. » Lainé a voulu « bien faire » et semble en avoir fait les frais : en octobre 2014, il est mort de blessures à la tête, prétendument causées par un accident de moto.

Les transactions concernant l'Île-à-Vache se sont révélées opaques, naturellement. Ce manque de transparence n'est pas unique aux projets touristiques. Plus tôt cette année, la plateforme d'OSC KJM (Kolektif Jistis Min) et l'Observatoire

Méga-Projet, rétrospectivement inquiets au sujet des mines et du tourisme, ont dénoncé l'absence de transparence dans l'attribution des contrats et des concessions aux sociétés minières étrangères comme aux promoteurs et aux tours opérateurs.

Dans le cas des contrats miniers, cette opacité est même entérinée dans la loi : le Projet de loi Minier du tout dernier gouvernement comprend un embargo de dix ans sur les informations jugées « commercialement sensibles » (voir le Haiti Briefing No 77). Quel est le point commun des projets miniers et touristiques ? Expropriations, évictions forcées et des contrats aussi lucratifs pour les corporations étrangères que pour les officiels haïtiens qui en facilitent discrètement l'établissement.

L'Île-à-Vache aurait dû constituer une jolie source de revenus pour les officiels haïtiens. C'était l'occasion parfaite de contenter la communauté internationale, qui voit dans le tourisme le modèle de développement idéal le pays, et de surcroît d'agir en toute tranquillité, à l'abri des regards.

Et de fait, convaincu d'être peu surveillé, le gouvernement a déroulé ses plans, lancé ses bulldozers, faisant fi des droits des résidents, et détruisant leurs moyens de subsistance, pensant ainsi museler l'opposition. Il n'avait plus à dénicher des baies isolées pour accueillir les groupes de touristes sur ses côtes : il pouvait leur proposer une île entière ! Après tout, voler les terres de paysans qui ont des rapports limités avec les OSC et peu de ressources pour se mobiliser contre l'état aurait dû s'avérer bien plus aisé ici qu'ailleurs en Haïti.

Or c'était compter sans la résistance de la population locale. Certains investisseurs étrangers commencent apparemment à se montrer hésitants du fait de l'incapacité du gouvernement à résoudre les « petits antagonismes locaux ». Les habitants de l'Île-à-Vache remporteront peut-être la partie, mais il faut espérer que la victoire sera moins tragique que ne le craint cet habitant de Kay Kòk : « S'ils veulent s'emparer de ces terres, ils devront d'abord tuer tout le monde sur l'île. »

investisseurs étrangers ou les voyageurs avec de l'agent à dépenser, Haïti demeure « ouvert aux affaires ».

## Haïti fait peau neuve : à vos marques !

Attirer le tourisme de masse en Haïti reste un énorme défi. Il y a deux ans, quand le pays a accueilli son premier voyage organisé depuis 25 ans, Stéphanie Villedrouin, Ministre du Tourisme et des Industries Créatives, a exigé musique et animation pour l'occasion et est allée accueillir les visiteurs en personne à l'aéroport.

La Ministre, qui se démène pour redorer le blason d'Haïti auprès des étrangers, a pris ses fonctions en octobre 2011 et elle fait sensation. Jeune, ambitieuse, elle a grandi au Venezuela, où son père était ambassadeur sous Duvalier, et a obtenu son diplôme de tourisme en République Dominicaine.

Villedrouin a bien retenu la leçon de ses mentors dominicains qui ont réussi à faire de la République Dominicaine une destination touristique prisée malgré les graves et persistantes violations des droits de l'homme.

Son objectif principal est de changer l'image d'Haïti et de renouer avec les beaux jours du tourisme.

Cela coûtera la jolie somme de 350 dollars, estime-t-elle, car elle projette de construire des complexes hôteliers avec des milliers de chambres. Multilingue et fine oratrice, elle a réussi à s'attirer le soutien, pour ces initiatives, du gouvernement haïtien et de voyagistes européens et nord-américains ; elle est aussi en train de négocier des forfaits avec le Canada.

« Nous avons Jacmel pour le tourisme culturel, et l'Île-à-Vache (voir encadré), qui attirera le tourisme haut de gamme. Et comme la nature est généreuse, entre les deux, il y a 26 km de plages à aménager pour le tourisme de masse et qui constituera la source principale de revenus, » a-t-elle expliqué il y a quelques mois dans un entretien.

Souhaitant promouvoir l'héritage culturel d'Haïti, Villedrouin a soutenu les tours opérateurs dans leurs efforts pour organiser des visites de la Citadelle Laferrière et du Palais Sans-Souci. Pour y accéder,

le gouvernement recommande toutefois d'arriver à Cap-Haïtien, où se trouve le deuxième aéroport après Port-au-Prince.

Situé à côté du Parc Industriel de Caracol, projet raté soutenu par Clinton et qui a coûté 170 millions de dollars initialement destinés à l'aide d'urgence, cet aéroport a été construit par l'entreprise dominicaine Estrella. Proposant des liaisons directes quotidiennes avec Miami, il a été rénové grâce à plus de 30 millions de dollars provenant du programme Petro-Caribe, et rebaptisé « Aéroport International Hugo Chávez » en 2013. Martelly, ses potes et des politiciens dominicains tels Bautista ont certes tiré profit des ventes de pétrole vénézuéliennes, mais ils ont aussi collé à Haïti une dette qu'il mettra plus de 20 ans à rembourser.

En octobre, l'année dernière, Martelly, l'ancien Premier Ministre Lamothe et Villedrouin ont inauguré la liaison Miami-Cap-Haïtien avec American Airlines. Ce vol a été promu comme un moment historique.

## Haïti sans Ayiti ?

Aux complexes touristiques haut de gamme viennent s'ajouter les croisières, autre priorité du gouvernement. Haïti a gardé, depuis les années 80, d'excellentes relations avec Royal Caribbean. Cette compagnie est l'un des principaux investisseurs dans le pays et paie notamment près de 200 millions de dollars par an pour garder Labadee, qu'elle décrit comme « son paradis privé ».

Royal Caribbean loue le terrain (entièrement clôturé et protégé par une force de sécurité privée) au gouvernement, qui reçoit 10 dollars pour chaque visiteur étranger débarquant sur cette portion de littoral. Parc aquatique, montagnes russes et cabines de plage de luxe : les touristes sont aux anges. Jusqu'à récemment, la majorité des touristes ne savaient même pas être sur l'île d'Hispaniola et beaucoup n'avaient absolument pas conscience de se trouver en Haïti. De toute évidence, dire aux visiteurs où ils se trouvaient aurait pu les inciter à aller ailleurs.

Il s'avère que la pauvreté tend

Publié par le Haiti Support Group, 49 Stanger Road, London SE25 5LD  
Contactez-nous : info@haitisupportgroup.org  
www.haitisupportgroup.org

Traduit de l'anglais par Marie Fournier

Contributeur : Eve Hayes de Kalaf  
Rédaction : Andy Leak et Phillip Wearne

Design : Smith+Bell (www.smithplusbell.com)

Retrouvez-nous sur Twitter : @HaitiSG

### ► suite de la page 3

malheureusement parfois à rebuter les investisseurs et les touristes – particulièrement les plus nantis.

L'Opération Changement d'Image d'Haïti a néanmoins porté ses fruits et il faut reconnaître à Villedrouin le mérite d'avoir encouragé les touristes à découvrir l'arrière-pays d'Haïti et essayé de redorer l'image du pays auprès des touristes étrangers. Mais son travail ne va être facile : les relations américano-cubaines s'améliorant et les restrictions de voyages s'assouplissant, Haïti risque de peiner à attirer les investissements souhaités. Elle se montre toutefois optimiste quant à une relation triangulaire, avec La République Dominicaine et Cuba, permettant aux touristes de visiter trois pays très distincts en un seul voyage.

L'un des projets récemment annoncé par Villedrouin vise à développer le tourisme sur l'île de la Tortue, au large des côtes nord du pays. L'un des premiers points d'arrivée pour Colomb et ses hommes, en 1492, l'île a une importance historique capitale. Ancienne plaque tournante pour les pirates des Caraïbes, elle est devenue, dans les dernières années, l'un des points de départ principaux pour les migrants haïtiens entamant la périlleuse traversée pour essayer de rejoindre les Etats-Unis.

L'an dernier, l'ancien Premier Ministre Lamothe a signé, avec les Croisières-Carnaval, un accord modelé sur Labadee pour construire un port de 70 millions de dollars sur l'île de la Tortue. Le deal comprend la construction d'un marché haïtien « authentique » dans un environnement contrôlé – et ce sera là l'unique opportunité qu'auront les Haïtiens de vendre leurs produits ou de tirer un bénéfice quelconque de la présence des touristes.

Comme à Labadee, les touristes auront des contacts essentiellement avec les employés de Carnaval, et non pas avec la population locale. Dans un article récent pour le magazine Tourism Concern, Nicola Hill explique qu'« Hormis ces 'artisans', seuls Haïtiens à travailler sur place, le peuple haïtien ne profite aucunement des retombées économiques de ce complexe touristique si lucratif. Royal Caribbean paie, pour exploiter honteusement les paysages haïtiens, un gouvernement inefficace et corrompu, qui ne partage nullement les gains économiques avec la population ; Carnival suit la même voie. »

### Tout inclus, tous exclus

Le tourisme tout inclus est loin d'être le modèle de progrès qu'il prétend être. A Cuba, en Jamaïque, en République Dominicaine et ailleurs, ce choix s'est révélé fondé sur l'exclusion et néfaste pour l'industrie locale. Comme avec d'autres modèles présents dans les Caraïbes, tout est conçu pour que les visiteurs restent cantonnés dans certains endroits, afin de contrôler leurs dépenses et leurs habitudes de consommation.

Compagnies étrangères, gouvernement et municipalités récoltent allègrement les bénéfices de cette industrie de plusieurs millions de dollars ; les populations locales, en revanche, restent totalement coupées de toute forme d'échange social ou économique avec les étrangers.

On a aussi reproché au modèle tout inclus son impact dommageable pour les entreprises locales. Les rares Haïtiens à travailler dans les hôtels sont obligés de travailler de longues heures, pour des salaires de misère, et voient leurs droits fondamentaux bafoués. Le droit à la terre est sans doute l'aspect le plus controversé de ce modèle. La privatisation des terrains nie à la population locale la liberté d'accéder à leur propre littoral pour subvenir à leurs propres besoins.

Ces complexes n'apportent rien aux villes locales : ils produisent souvent leur électricité et ont leur propre système d'assainissement ; pour la nourriture, ils s'adressent à des fournisseurs internationaux au lieu de faire travailler des producteurs locaux, et les stricts contrôles d'hygiène obligent à en jeter d'énormes quantités ; au bar, on sert plutôt du Bacardi que du rhum haïtien. Enfin, dans le droit fil des siècles de domination et d'impérialisme



étrangers auxquels ont été soumis Haïtiens et ressources locales, les responsables de la gestion sont presque systématiquement envoyés d'outre-mer. La seule « culture » à laquelle ces touristes étrangers sont exposés est une version bien propre, commerciale et racialisée de ce qu'ils imaginent, croit-on, être typiquement haïtien.

### Durablement non durable

Les ONG veulent, elles aussi, leur part du gâteau. Leurs caisses post-séisme étant presque vides, elles tendent à s'engager, pour stimuler le développement haïtien, dans la promotion d'un tourisme durable, essentiellement avec des initiatives soutenant, par exemple, un tourisme géré par la communauté, visant à rapprocher Haïtiens et touristes dans une appréciation partagée de l'éblouissante beauté naturelle du pays.

Ce tourisme communautaire, géré par des Haïtiens dans l'intérêt des Haïtiens, est à l'opposé du tourisme balnéaire haut de gamme prôné par Villedrouin et ses associés, et qui repose sur un modèle rappelant singulièrement cette autre 'réussite' dont le gouvernement est si fier – les Zones Franches.

Dans les deux cas, il y a expropriation foncière et anéantissement des entreprises locales (de pêche comme d'agriculture), et aucun des deux modèles ne génère le moindre profit, ni en amont ni en aval, pour les populations locales. Les ateliers importent leurs matières premières et réexportent 100% de leurs profits. L'unique apport pour l'économie haïtienne consiste des salaires de misère que reçoivent les ouvriers.

### Haïti : prêt pour le tourisme ?

Villedrouin est toutefois en excellente position pour atteindre ses objectifs. En février, cette année, la Ministre du Tourisme haïtienne a lancé sa toute première campagne publicitaire ciblant les Etats-Unis, campagne facilitée par une communication soutenue avec la Banque Interaméricaine de Développement, et, le même mois, la compagnie G Adventure Tours, basée au Royaume-Uni, a également organisé ses premiers voyages en Haïti.

Haïti est actuellement Vice-Président de la Commission pour l'Amérique de l'Organisation Mondiale du Tourisme de l'ONU (OMT) et en mai 2015, le pays a accueilli, à Port-au-Prince, l'assemblée annuelle des autorités touristiques de l'OMT. Soucieux de prouver au monde entier qu'il était « prêt pour le tourisme », Haïti a exposé aux délégués des projets d'infrastructure (aéroports, routes) dans lesquels il avait investi.

Pour l'ONU, le tourisme représente la stratégie clé qui pourra consolider, dans la continuation des objectifs de développement du Millénaire, croissance économique et cohésion sociale. Pour Taleb Rifai, Secrétaire Général de l'OMT, le fait que la rencontre régionale ait eu lieu en Haïti prouve que le pays est prêt à saisir les opportunités croissantes que le tourisme offre dans la région.

Il serait surprenant que le tourisme de luxe en Haïti attire une clientèle étrangère conséquente. Attirer davantage des dizaines de millions de touristes visitant les Caraïbes dans le pays serait indéniablement avantageux. Parvenir à le faire de façon efficace et inclusive générerait des gains et des opportunités pouvant, potentiellement, révolutionner le pays. L'idée (qui arrange bien) est que développement économique et création d'emplois vont de pair et, par conséquent, qu'un maximum d'argent ne peut qu'être souhaitable. Autrement dit, plus les touristes ont d'argent à dépenser, mieux c'est pour la population locale : de meilleurs revenus et une meilleure qualité de vie augmenteraient le pouvoir d'achat des familles qui pourraient alors investir dans leur futur et pour leurs enfants.

Or tout le problème est là...Pareil scénario transformerait la majorité pauvre de la population : ce serait un désastre pour les élites haïtiennes, le début de la fin de leur domination sur le pays et ses ressources...Elles s'accrochent donc désespérément au status quo.

Le Haiti Briefing est distribué gratuitement en versions imprimée et électronique, et est disponible en anglais et en français. Le Haiti Support Group en autorise la reproduction et la diffusion entières ou partielles par quelque méthode que ce soit, à condition toutefois d'attribuer les pleins crédits au HSG ou, dans les versions électroniques, d'ajouter le lien renvoyant au document original.